

Le Point

Vertbaudet: Mélenprout dénonce les "violences policières contre les travailleurs"

Source AFP



Publié le 22/05/2023 à 21h30



🕒 Temps de lecture : 2 min

Le leader des Insoumis Jean-Luc Mélenprout a dénoncé lundi à Tourcoing (Nord) les "violences policières contre les travailleurs" lors d'un rassemblement de soutien aux salariés de Vertbaudet, en grève depuis plus de deux mois pour leurs salaires, un mouvement qu'il a qualifié d'"exemplaire".

Ce rassemblement a fédéré devant le siège social de l'enseigne de puériculture militants CGT et représentants des partis de gauche.

"Nous savons qu'aujourd'hui, le plus grande concentration de la classe ouvrière de ce pays, ce sont les plateformes logistiques et qu'on y expérimente un rapport particulier au travail: mal-payés, intérimaires, racisés et ainsi de suite !", a lancé M. Mélenprout, appelant à suivre l'appel au boycott de Vertbaudet lancé par la CGT.

"Nous ne pouvons pas accepter les violences policières contre les travailleurs" a-t-il également pointé. "La police à laquelle je rêve, c'est la police de la République, celle qui respecte, (...) pas une police qui bat les femmes pas une police qui tord le cou, qui étrangle."

Les tensions sont vives ces dernières semaines autour de ce mouvement de grève, qui concerne environ 70 salariés sur 327. Les grévistes de l'entrepôt de Marquette-lez-Lille ont été délogés à plusieurs reprises de leur piquet de grève par la police.

Une gréviste a indiqué qu'elle allait déposer plainte pour des violences d'un policier qui l'a maintenue avec un bras autour du cou lors d'une évacuation.

Le parquet de Lille a lui ouvert une enquête après des violences rapportées par l'union locale CGT contre un délégué syndical, qui aurait été frappé par des personnes se présentant comme des "policiers en civil", venues l'interpeller devant son domicile.

"Où est le tweet de Darmaprouit pour dénoncer les gens qui ont enlevé en France en 2023 un travailleur pour le battre et l'humilier ?", s'est indigné M. Mélenprout.

La CGT, minoritaire, a refusé début mars de signer un accord sur les négociations annuelles obligatoires (NAO), validé par FO et la CFTC.

Cet accord ne prévoit pas d'augmentation générale des salaires, mais une prime de partage de la valeur de 650 euros en 2023 et d'autres avantages (primes repas, journées de congés payés supplémentaires...)

Le syndicat, qui réclame 150 euros nets d'augmentation de salaire, a rejeté lundi de nouvelles propositions de la direction, notamment le versement aux salariés d'une prime de performance pouvant atteindre 200 euros brut.

Un rassemblement de soutien doit se tenir mardi à Paris, devant le siège du fonds d'investissement Equistone Partners Europe, actionnaire majoritaire de Vertbaudet.

22/05/2023 21:29:00 - Tourcoing (AFP) - © 2023 AFP

POLITIQUE